



Le centre de Ladoux, près de Clermont-Ferrand, reste le navire amiral du dispositif de recherche et développement du groupe Michelin.
PHOTO FRANCIS CAMPAGNONI

Industrie

Michelin réduit encore la voile en France

Michelin a annoncé hier que le groupe lancera un « plan d'adaptation des effectifs » pour la France visant à supprimer jusqu'à 1.500 postes sous forme de départs volontaires entre 2027 et 2029 : un tiers des suppressions dans l'industrie et deux tiers dans le tertiaire, ceux-ci essentiellement à Clermont-Ferrand.

PATRICE CAMPO ET STÉPHANE VERGEADE

Le groupe Michelin annonce, ce jeudi 28 mai, un nouveau plan visant à réduire ses effectifs en France. Objectif : jusqu'à 1.500 suppressions de postes dans un pays qui compte encore 17.000 Bibs, un tiers dans l'industrie, deux tiers dans les métiers dits tertiaires. Il s'agira d'un plan étalé sur trois ans, entre 2027 et 2029, basé uniquement sur le volontariat et donc sans départs contraints, sous la forme de ruptures conventionnelles collectives. La direction précise qu'elle n'envisage pas, à ce stade, de plan sous d'autres formes au cas où l'objectif annoncé ne serait pas atteint. Après un plan similaire lancé sur la période 2021-2023, qui visait jusqu'à 2.300 suppressions de postes et s'était terminé aux alentours des 1.600, c'est donc une nouvelle réduction de la voile dans l'Hexagone qu'envisage le manufacturier auvergnat. Et ce pour des raisons structurelles que le directeur du personnel France et Europe du Sud,

Olivier Faure-Vauris, en poste depuis janvier, résume ainsi auprès de *La Montagne* : « Nous devons continuer d'agir pour adapter l'entreprise dans un contexte mondial chaotique et de multiplication des crises. En France, les coûts du travail et de l'énergie ainsi que la pression fiscale sont beaucoup plus fortes que dans les autres pays industrialisés. »

« Coûts trop élevés »

Il est question, poursuit-il, « d'optimiser une structure de coûts trop élevée. Ce projet nous permettrait aussi d'accompagner l'évolution des métiers de demain et enfin de simplifier les modes de fonctionnement de l'entreprise. Il ne s'agit en aucun cas de remettre en cause l'engagement des équipes Michelin en France ni notre présence. La France est un pays stratégique pour le groupe avec notamment son siège social, son centre mondial de R & D et 13 sites industriels. » Le tout nouveau directeur des relations sociales, Nicolas Mallet, qui entre en fonction avec cette annonce, rappelle que Michelin va « proposer comme toujours un accompagnement personnalisé à toutes les personnes qui verraient

Réactions

Syndicats : « Une succession ininterrompue de plans »

Suite à l'annonce d'un nouveau plan de suppressions de postes chez Michelin en France (jusqu'à 1.500 d'ici 2029), les quatre syndicats représentatifs dénoncent le pilotage de l'entreprise et les justifications du plan par la direction.

PATRICE CAMPO

Les représentants syndicaux des employés Michelin ont été informés ce jeudi 28 mai, à 9 heures, du plan de suppressions de postes en France. Sans surprise, les organisations représentatives réagissent durement à cette nouvelle réduction d'effectifs envisagée. « Cela ne peut que raviver nos plus fortes inquiétudes », déplore la CFDT, « un an et demi après l'annonce de fermeture des sites de Vannes et Cholet et au regard de la situation économique touchant nos sites industriels ». Elle estime toutefois, la direction ayant opté pour un plan de départs volontaires plutôt qu'un PSE, que cela indique « qu'elle n'envisagerait pas, sur cet horizon de temps, de fermetures de sites ». La CFDT conteste surtout la gestion des effectifs de l'entreprise : « Trois ans seulement après la fin de la dernière RCC (rupture conventionnelle collective, NDLR), ce nouveau plan soulève une interrogation légitime sur la qualité du pilotage des effectifs dans le tertiaire, et au-delà la gestion des emplois et compétences, au sein du groupe. » Et de rappeler que « Michelin a embauché 290 personnes à Clermont-Ferrand en 2025 mais laissé sur le côté près de 400 personnes en recherche de poste en interne ».

Le syndicat SUD dénonce aussi

« l'incapacité de la direction à gérer durablement les effectifs et l'organisation du travail, en particulier dans le tertiaire ». « Cela fait des années que les salariés subissent une succession ininterrompue de plans de simplification, de réorganisations et de transformations internes, souligne-t-il également. À chaque fois, la promesse est la même : gagner en efficacité. À chaque fois, le résultat est identique : des services désorganisés, davantage de charge de travail, une perte de compétences et une dégradation des conditions de travail. »

« Michelin reste rentable et la performance financière est excellente »

Et même si aucun départ contraint n'est prévu dans ce nouveau plan, uniquement basé sur le volontariat, SUD estime qu'« une rupture conventionnelle collective n'est jamais socialement neutre [...], le prétendu volontariat peut rapidement devenir une pression implicite exercée sur les salariés ».

La CFE-CGC, syndicat le plus représentatif dans les fonctions tertiaires, les plus impactées, conteste pour sa part la justification de ce plan par la direction et la supposée « structure de

coûts trop élevée en France ». Elle estime que « les résultats spécifiques de la France restent largement positifs, hors éléments de restructurations ». « Michelin reste rentable et la performance financière est excellente », juge aussi le syndicat. Il indique plusieurs « lignes rouges », notamment que « personne ne doit

être poussé à partir » et « des garanties concrètes pour les salariés qui vont rester en poste ». Et précise que, « sans avancées significatives » sur la gestion des emplois et des parcours professionnels (GEPP), « la CFE-CGC ne pourra pas être signataire des accords ».

La CGT, de son côté, confirme qu'elle participera aux négociations qui s'ouvriront le 17 juin. Mais son représentant Romain Baciak s'interroge : « On sort à peine des PSE de Vannes et Cholet, quand est-ce que ça va s'arrêter ? » Il fustige aussi la récente reconduction à la présidence du groupe de Florent Menegaux : « Avec le départ d'Yves Chapot (à la retraite, NDLR), il n'y a plus qu'un seul pilote dans l'avion. C'est malheureux pour les salariés français et même de Michelin monde que l'on garde Monsieur Menegaux, pour qui seule compte la rentabilité et les actionnaires. » ●



Michelin emploie encore 17.000 salariés en France. PHOTO THIERRY LINDAUER

Présence industrielle et tertiaire

Un ancrage hexagonal qui s'amenuise

Même s'il reste le siège social de Michelin et son principal centre de recherche et développement à Clermont-Ferrand, ainsi que treize usines réparties sur le territoire, la France et la capitale auvergnate voient leurs effectifs fondre toujours un peu plus.

PATRICE CAMPO

Si Michelin rappelle dans son communiqué « le rôle stratégique de la France », où se trouvent toujours le siège social du groupe et son principal centre de R & D, s'il rappelle que près de 4 milliards d'euros ont été investis dans l'Hexagone ces dix dernières années, alors qu'en 2024 il ne mettait en avant que les 826 millions investis en cinq ans sur ses sites industriels, cet ancrage va tout de même décroissant en termes d'effectifs et de production. Il reste treize usines Michelin en France mais six unités industrielles du groupe ont fermé en vingt ans : Poitiers, Toul (usine Kléber), Joulès-Tours et plus récemment La Roche-sur-Yon ainsi que Vannes et Cholet. Fermetures auxquelles il faut ajouter l'arrêt de l'atelier de rechapage de pneus poids lourd de La Combaude, à Clermont-Ferrand, capitale auvergnate qui a également vu, sur son historique de Cataroux, fondre les effectifs de production.

Résultat, dans l'Hexagone, l'armada des 53.000 employés Michelin recensés à l'orée des années 1980 n'a cessé de se réduire depuis pour se porter à 17.000 Bibs aujourd'hui, avant le plan initié pour 2027-2029.

Et alors que Michelin poursuivait son développement en Asie, dans sa logique de production au plus près des marchés concernés, la France n'a pas été la seule, sur le Vieux Continent, à subir ce mouvement de déclin. Le Royaume-Uni n'a plus qu'une des trois usines qui s'y trouvaient encore à la fin des années 2010, et l'Allemagne n'en comptait plus que trois en 2025, dont une à la capacité très réduite, soit moitié moins qu'au plus fort de l'activité outre-Rhin.

L'Europe, réservoir principal

L'Europe reste pourtant de loin le principal réservoir d'emplois de l'empire Bibendum (près de 60.000 des 130.000 salariés du groupe), car ce mouvement de contraction à l'ouest s'est accompagné de développement à l'est. Où le site géant

d'Olsztyn, en Pologne, n'est pas épargné par les réorganisations. En 2024, Michelin y a stoppé sa production de pneus poids lourd, faisant de même en Chine et diminuant de 15 % ses capacités dans ce secteur.

Les États-Unis, qui comptent presque autant de Bibs que la France, ne sont pas épargnés non plus. En 2025, l'usine d'Ardmore (Oklahoma) a fermé après cinquante-cinq ans d'activité. Au Mexique voisin, cette même année 2025, l'usine de Queretaro (480 salariés) baissait aussi le rideau tandis que se développait depuis 2019 une unité plus grande à Leon.

Cette concentration vers des sites de production plus importants, Michelin la mène aussi en Europe. D'où la crainte des syndicats en France, où la plupart des treize usines encore ouvertes sont de taille assez modeste. Mais certaines s'en tirent encore, pour l'instant, grâce à leur spécialisation : la compétition à Clermont, l'avion à Bourges, l'agriculture à Troyes ou encore le génie civil à Blazovoy. ●

leur poste supprimé ». Et de préciser que s'ouvre « une période de négociations avec les organisations syndicales pour établir les mesures d'accompagnement, les moyens à mettre en œuvre et les périmètres du plan ».

Juridiquement, il s'agira de trouver un accord portant sur des ruptures conventionnelles collectives (une pour chacune des trois années du plan) établie en parallèle du dispositif de gestion des emplois et parcours professionnels.

Clermont y laissera encore des plumes

Ces négociations se tiendront dans les semaines et mois à venir avec l'objectif de mettre en œuvre le plan à partir du 1^{er} janvier 2027. La direction informe les organisations syndicales ce matin. Ensuite, un comité social et économique central se tiendra à Clermont-Ferrand le 10 juin, ce qui lancera le processus. Processus au terme duquel, si l'objectif est atteint, la France ne comptera plus que 15.500 Bibs. Et sa ville berceau, même si elle conservera le siège des Carnes et le navire amiral de la recherche et développement à Ladoux, y laissera

encore des plumes. Les deux tiers de suppressions dans le tertiaire représentent 1.000 emplois qui se concentrent essentiellement sur Clermont, de façon résiduelle sur Paris et Lyon.

Trajectoire déclinante

Michelin réduit-il son empreinte en France pour mieux se déployer ailleurs, alors qu'il emploie près de 130.000 personnes sur la planète ? Pas exactement, selon Olivier Faure-Vauris : « Nous sommes présents dans 170 pays et toutes les entités dans le monde travaillent en permanence leur compétitivité. Ça a été le cas par exemple en Chine en 2024 sur notre activité de production de pneus poids lourd », production qui avait été stoppée. Quoi qu'il en soit, ce plan est un nouveau coup dur pour l'emploi dans l'Hexagone où la trajectoire déclinante de Michelin ne s'infléchit pas. Rien ne l'annonçait dans les propos des membres du comité exécutif appelés à s'exprimer, le président du groupe Florent Menegaux en tête, lors de l'assemblée générale des actionnaires du 22 mai. Il y a au moins d'une semaine... ●